

SIXIEME ANNEE. — N° 9.

VENDREDI 18 DECEMBRE 1925.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

123, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous! Majoration 100%.



ANTONOV, par G. Annenkov.

L'Actualité Politique et Sociale

LA mentalité des gens qui crient au « fascisme », alors que rien d'essentiel dans les velléités réactionnaires françaises singeant le fascisme italien ne permet d'assimiler celles-là à celui-ci, est actuellement dominée par l'esprit de panique.

Les destructeurs du parti communiste sont des paniquards caractérisés. On le savait déjà. Nul ne peut plus aujourd'hui en douter.

On le savait déjà : car ils avaient, en plusieurs occasions, révélé leur naturel. Lors du fameux procès des socialistes-révolutionnaires russes, on les a vus trembler devant les menaces de la contre-révolution et désavouer nos camarades bolchéviks, laissant à l'auteur de ces lignes l'honneur insigne d'être seul à défendre ceux-ci. Lors de l'affaire de la rue Grange-aux-Belles, on les a vus prêts à caner devant les anarchistes. Lors de la discussion du parti communiste russe, on les a vus changer de position en 24 heures, à la première menace d'un soi-disant délégué de l'Exécutif parfaitement dépourvu de mandat.

Nul ne peut plus aujourd'hui en douter : car l'insignifiance du simili-fascisme est évidente pour tous les révolutionnaires sérieux qui ont pris la peine de réfléchir au problème, de prendre connaissance de nos arguments, auxquels rien n'a été répondu, — et les cris hystériques poussés par les dirigeants communistes sont explicables que par une surestimation... instructive du danger.

La panique est contagieuse : la voici qui gagne les socialistes et les réformistes syndicaux, les francs-maçons et les ligueurs des Droits de l'Homme. Misérable titre de gloire que celui des indicibles léninistes de 1925, qui s'étaient flattés d'entraîner derrière eux les masses à la révolution, et ne réussissent qu'à créer quelque débandade. Peut-être se donnent-ils ainsi l'illusion d'exister ? Piètre consolation, si l'on songe que n'importe quel énervé peut, en criant « Au feu ! » dans un auditoire, provoquer une bousculade. Mais les saboteurs du communisme doivent se contenter de peu.

Nous prions nos camarades conscients du Parti et des syndicats de prendre bonne note qu'aujourd'hui, Décembre 1925, comme d'ailleurs dès le milieu de 1924 et au début de cette année-ci, il ne s'est trouvé en France que la poignée de révolutionnaires de la *Révolution prolétarienne* et du *Bulletin communiste* pour garder leur sang-froid et donner des études sérieuses de la situation, cependant que les dirigeants officiels du Parti et de la C.G.T.U., se comportant en véritables paniquards, faisaient le jeu du simili-fascisme par leur vacarme organisé.

Car c'est faire le jeu du simili-fascisme que de hurler au fascisme quand il n'y a pas de fascisme, comme c'est faire le jeu de l'incendie que de crier « Au feu ! » quand il n'y a qu'à mettre le pied sur le premier tison. Si les parodieurs de Mussolini avaient payé nos paniquards pour faire leur besogne, ceux-ci n'auraient pu mieux travailler.

Et qu'on n'essaie pas de nous faire dire autre chose que ce que nous disons. Il y a en France un véritable danger réactionnaire que nous avons signalé et dénoncé. Ceux qui le baptisent « fascisme » ne le signalent ni ne le dénoncent, car, au contraire, ils le masquent. Le danger vient de la politique pusillanime des socialistes et de la démagogie imbécile des faux communistes, à une heure où le parlementarisme se discrédite, se montre impuissant à rien résoudre, tandis que la grande majorité de la population se voit dépouiller par l'inflation au bénéfice d'une minorité de profiteurs. Ce danger-là n'a jusqu'à présent rien de « fasciste ».

Le seul trait commun existant entre la présente situation française et l'état de choses italien qui a conduit au fascisme, c'est la *faillite et la carence du Parti qui devrait être, par définition, celui de l'avant-garde ouvrière*. On ne le répétera jamais trop.

Quant au pseudo-fascio, qui inquiète si fort les gens de l'Humanité, il suffit, pour se convaincre de son importance, d'acheter pour 20 centimes un numéro de son journal : moyennant cette modique dépense, on est édifié. La feuille qui, le 11 de ce mois, faisait l'éloge de Marcel Cachin à l'occasion du discours scandaleusement nationaliste de celui-ci devant la Chambre (séance du 10 décembre), ne représente pas grand péril. Et les mille « chemises bleues » qui se sont fait culbuter par une centaine de Camelots du Roy, en pleine cérémonie de constitution du « faisceau universitaire », le 14 décembre, ne sont pas prêtes d'aborder, munies de leurs fioles purgatives, les gars de la Terrasse.

Veillons au vrai danger réactionnaire. Certes, notre Parti est démoli et son agitation frappée de stérilité par la sinistre bolchévisation. L'opposition n'est que le « dernier carré » des communistes irréductibles dont les forces suffisent à peine à sauver quelque chose du communisme français. Mais nous vivons une époque où les événements vont vite : le jour est peut-être plus proche qu'on ne pense où l'opposition ne sera plus l'opposition mais le Parti, où le Parti reprendra sa place au combat. Préparons-nous pour ce jour-là. — B. S.

Sus au "fascisme" ?

Les portefeuilles ministériels changent rapidement de détenteurs, les différentes équipes gouvernementales se passent le pouvoir à tour de rôle. Un seul fait reste permanent au milieu de tous ces changements : c'est l'inflation, qui continue.

La dépréciation du franc aura des conséquences désastreuses pour la grande majorité de la population laborieuse de France ; elle bouleversera la structure sociale du pays, paupérisant les uns, enrichissant les autres. L'inflation est une répartition nouvelle de la fortune et du revenu nationaux. Le mécanisme, savamment manié, de la dépréciation monétaire, extrait peu à peu les valeurs des poches des uns pour les accumuler dans les coffres-forts des autres. Une pareille transformation des couches sociales ne peut, bien entendu, se produire sans provoquer une catastrophe, dont les premières secousses ne font que s'annoncer.

Que font, dans cette situation, les dirigeants du communisme français ? Prétent-ils l'oreille aux grondements souterrains, tâchent-ils d'analyser la réalité économique et sociale, de prévoir les faits éventuels pour être prêts à la lutte au moment suprême ? Hélas, fascinés par quelques organisations réactionnaires, ils crient au fascisme, sans chercher le danger là où il guette le prolétariat en réalité.

Il n'est pas douteux que l'aggravation de la crise financière créera une situation allant se compliquant, que, sous la pression de la misère, des masses grandissantes se mettront en branle. Des gens exaspérés descendront dans la rue pour défendre leur misérable vie contre une force invisible et implacable qui les étouffera à la gorge. C'est alors — et alors seulement ! — que le danger fasciste deviendra une réalité, car toutes les conditions d'un développement de ce mouvement seraient alors données : l'affaiblissement de l'appareil légal de domination de la bourgeoisie, la désagrégation de l'armée — recrutée dans le peuple — en face des masses populaires ; la menace d'une révolution, inspirant à la grande bourgeoisie la crainte que les masses en fureur ne mettent un terme à son règne ; la nécessité, par conséquent, pour la classe capitaliste, de recourir aux méthodes extra-légales pour sauvegarder ses intérêts.

Aussi longtemps que les fondements de la société seront solides, la bourgeoisie n'aura pas besoin du fascisme ; elle aura beau vouloir le créer — le fascisme n'est pas un fétiche comme cette fameuse « bolchévisation », à fabriquer sur mesure et sur commande. Le fascisme ne se fabrique pas. De même que la révolution prolétarienne ne peut être « créée » par le Parti communiste, de même la contre-révolution fasciste ne peut surgir de la tête de M. Valois comme Minerve de la tête de Jupiter. Mais au moment où la grande bourgeoi-

sie, sentant la terre trembler sous ses pieds, a besoin du fascisme, elle trouve aussi moyen de le susciter en divisant les masses, en faisant marcher une fraction — la petite-bourgeoisie, plus accessible à sa démagogie — sous le commandement de ses laquais fascistes contre l'autre fraction, le prolétariat.

Les prolétaires, opposés journallement dans les rouages de la production capitalistes à la classe qui les exploite, ont, par leur position sociale même, un sain instinct de classe... Ajoutez-y la culture socialiste, l'idée de la lutte de classe qui exercent depuis des générations leur influence sur les cerveaux des ouvriers ; l'organisation syndicale et politique qui, si faible soit-elle en France en comparaison avec l'Allemagne ou l'Angleterre, a tout de même réussi, dans une certaine mesure, à discipliner le prolétariat et à lier, en un faisceau de classe, les volontés individuelles parfois divergentes ou hétérogènes.

Il n'en est pas de même, pour les classes moyennes. Leurs intérêts matériels, dans la période d'inflation, s'opposent nettement aux intérêts de la grande bourgeoisie. Mais, tout en étant expropriées, frustrées par cette grande bourgeoisie même, elles se sentent solidaires d'elle dans la défense de la propriété privée, propriété devenue pour elles une fiction, mais qu'elles défendent néanmoins par sentiment traditionnel. Bousculées sans cesse, par leurs propres intérêts matériels, de gauche à droite et de droite à gauche, manquant d'un instinct de classe déterminé, les classes moyennes ne possèdent pas non plus la culture politique ni l'organisation qui font une grande partie de la force du prolétariat. Elles se prêtent, par conséquent, beaucoup plus facilement que la classe ouvrière aux aventures démagogiques de personnages à la solde de la grande bourgeoisie et tâchent de faire dévier des exploités le mécontentement des masses petites-bourgeoises vers une autre cible : le prolétariat.

Laquelle de ces deux fractions descendra la première dans l'arène, prête à prendre les armes pour mettre un terme à une existence insupportable ? Lequel des deux mouvements déterminés par l'inflation se développera plus vite, se transformera le premier en révolte ouverte : celui du prolétariat ou de la petite bourgeoisie ?

Nous voyons des facteurs susceptibles plutôt de retarder dans la classe prolétarienne le développement de l'esprit révolutionnaire. D'abord la prospérité industrielle, si apparente soit-elle, qui accompagne toujours la première partie de la période d'inflation ; et quand la prospérité se dégonflera peu à peu, par suite des ravages inévitables de la dépréciation de la monnaie, ce sera, en premier lieu, la main-d'œuvre étrangère que les pa-

trons jetteront sur le pavé (1) ; les ouvriers étrangers ne trouvant pas de travail en France quittent le pays, tandis que les chômeurs français, restant dans le pays, constitueraient un élément permanent de trouble et d'instabilité. La politique criminelle des S.F.I.O. corrompt et décourage les ouvriers, les rend passifs ; la politique sectaire du P. C. abrutit une partie et rend inactive une autre partie des travailleurs conscients. Voyant la trahison des uns et la carence des autres, les masses déçues se replient sur elles-mêmes, abusées par les éternelles déclamations sur le fascisme et n'y croyant plus même lorsque celui-ci sera devenu une menace sérieuse.

Les couches petites-bourgeoises, par contre, se trouveront plus vite prêtes à l'action. Inorganisées, elles n'auront pas la même facilité que les ouvriers pour adapter — dans une mesure pourtant insuffisante — leur maigre revenu aux besoins immédiats de leur existence. La misère s'abattra d'abord sur elles avec tout son poids. Des politiciens préparent déjà le terrain pour les capturer, et, malheureusement, ces agents de la bourgeoisie, qui ne forment en ce moment que des *cadres* fascistes, ont plus de conscience de classe et plus de flair politique que les dirigeants actuels du Parti communiste. Ils comprennent qu'il faut s'occuper des classes moyennes, que celles-ci tiennent la clef de la situation, et que triomphera celui qui saura le mieux les entraîner. Il est de même à craindre, comme ce fut le cas en Allemagne et en Italie, que bon nombre d'ouvriers, déçus par la trahison des leaders socialistes ou par la faiblesse, soit de direction, soit d'organisation, du mouvement communiste, ne tournent le dos au mouvement de leur classe pour chercher une fortune plus que douteuse dans l'action fasciste.

S'il ne veut pas que la grande et la petite-bourgeoisie traînent des parties du prolétariat à leur remorque, le P. C. doit agir sans tarder, de façon à entraîner la petite-bourgeoisie. C'est d'autant plus nécessaire que les classes moyennes s'ébranleront, selon toute vraisemblance, plus tôt que les masses ouvrières. Ce sera donc l'avant-garde du prolétariat, le P. C., qui aura le premier choc à subir, à moins qu'il ne sache à temps prévenir le coup en constituant le front unique de la classe ouvrière par une politique plus intelligente et plus sincère que jusqu'à présent, et en battant la démagogie des réactionnaires par une agitation intensifiée dans les masses petites-bourgeoises. Sans masses, pas de fascisme !

Les masses petites-bourgeoises ont constitué, en Italie et en Allemagne, les troupes d'assaut du fascisme. Toute lutte contre le fascisme qui se limiterait à combattre les organisations réactionnaires, encore anémiques et

faibles, sera vouée à l'échec si elle n'est pas accompagnée et *devancée* par la lutte pour la conquête ou du moins pour la neutralisation des classes moyennes. Tirant ses leçons des événements d'Italie, notre Parti frère d'Allemagne a essayé de détacher la petite-bourgeoisie et de saper ainsi la base sociale même du fascisme. Il y a réussi dans une certaine mesure ; or, ce ne fut plus le fascisme (voir le pitoyable échec du putsch de Hitler à Munich), mais la *réaction légale*, ce ne fut pas la masse petite-bourgeoise et l'Orgesch, mais la *Reichswehr*, qui l'emporta, en octobre 1923.

Il nous incombe de tirer les enseignements nécessaires des expériences italienne et allemande. Le P. C. italien, qui, le premier, eut affaire au fascisme, commit la faute — assez naturelle d'ailleurs, puisqu'il s'agissait d'un phénomène tout à fait nouveau — de ne pas tenir compte de la base sociale, du contenu de classe de l'offensive fasciste et de négliger ainsi la lutte pour la conquête des classes moyennes. Le P. C. allemand, instruit par la leçon italienne, tomba dans l'autre extrême : s'efforçant de détacher la petite-bourgeoisie des formations fascistes, il exagérait parfois et faisait des concessions trop grandes à la mentalité nationale des masses petites-bourgeoises, en voilant trop son programme de classe et en laissant l'initiative trop souvent aux autres. Nos frères d'Allemagne et d'Italie ne semblent avoir subi leurs douloureuses épreuves que pour que le Parti français répète leurs fautes au lieu de tirer profit de leurs expériences. En effet, la section française de l'I.C. a réussi à combiner l'ignorance de la base sociale du fascisme et l'exagération des concessions à l'idéologie petite-bourgeoise (sous une autre forme qu'en Allemagne) sans cependant s'assimiler aussi les leçons que les fascistes italiens et allemands ont inscrites dans l'histoire avec le sang du prolétariat.

Il est encore temps de changer de tactique. Pour que le cri : « Sus au fascisme ! » ne reste pas une formule aussi creuse que tant d'autres de même marque, il faut tout d'abord que le Parti détourne ses regards des organisations « fascistes » pour les porter *sur ceux que ces organisations veulent recruter*. Si le Parti communiste ne développe pas une agitation politique dans ces milieux, il contribuera lui-même à faire grandir un danger qu'il croit combattre jusqu'à présent en poussant des cris hystériques, il laissera le champ libre à des forces qui ne deviendront « fascistes » que lorsque la carence communiste aura permis aux masses petites-bourgeoises de descendre dans les rues sous la direction des chefs réactionnaires. *Le véritable danger fasciste*, ce n'est pas la bande à Valois ou à Castelnau, c'est la carence des *leaders communistes*, qui permet aux classes moyennes de chercher leur salut dans le camp de la réaction. Jamais responsabilité pesant sur un Parti prolétarien ne fut aussi grande que celle qui grève aujourd'hui le P. C. français. Puisse-t-il se ressaisir à temps !

Vero.

(1) A moins que le patronat n'utilise les travailleurs étrangers pour briser les revendications et les grèves du prolétariat français et imposer une baisse générale des salaires compensant plus ou moins les pertes occasionnées par la stabilisation de la monnaie. — N. d. l. R.

La crise du Communisme

La nouvelle crise qui s'ouvre dans notre Parti se présente aux yeux des communistes clairvoyants sous un jour particulièrement sombre ; de la façon dont chaque membre du Parti aura le courage de réagir, dépendra en fin de compte l'existence même du Parti communiste français. Il ne s'agit plus maintenant, pour tous ceux qui ne font pas du communisme à la petite semaine, de se tenir sur la réserve, d'observer passivement une discipline qui les réduit au silence, pour le plus grand profit de gens qui, s'étant arrogé le droit de parler seuls au nom du Parti, sont en train de discréditer devant les masses l'idée même de révolution prolétarienne en France. Et puisque ces mêmes gens interdisent à toute voix simplement sensée de se faire entendre dans la presse qu'ils contrôlent ou dans les réunions qu'ils cuisinent, il est du devoir de chaque membre du Parti ayant le sentiment que le Parti est en danger, et dans l'intérêt même de l'Internationale trompée, de profiter de cette tribune que leur offre comme avant Tours, dans cette nouvelle lutte pour le communisme, le *Bulletin* ressuscité. Mais combien plus difficile est notre situation et plus lourde la tâche qui nous incombe aujourd'hui. En 1919 dans le comité de la III^e Internationale, en 1920 dans le *Bulletin*, en 1921 dans le Parti communiste, nous luttions de toutes nos forces, à visage découvert, contre les social-traitres militants, ou contre les survivances de l'esprit social-démocratique dans un Parti qui se réclamait davantage de Jaurès que de Lénine. Nous n'avions rien à ménager ; rien à perdre, mais tout à gagner. Et nous guettions venir la Révolution européenne dont les premiers feux s'allumaient déjà en Allemagne.

Mais depuis la retraite d'octobre 1923, la mort de Lénine quelques mois après, les déchirements au sein de notre Internationale, la mise à l'écart de Trotsky, la bureaucratisation de la Révolution, non seulement le communisme a reculé sur tous les fronts, mais encore la pensée communiste, elle-même s'est figée. (Il y a eu au cours de ces deux années une crise de l'intelligence communiste). Privée d'un chef qui fut de tous les grands chefs révolutionnaires le plus grand, et dans un moment historique particulièrement tragique, la Révolution s'est stabilisée. C'est alors qu'est venue la triste période de la bolchevisation. Certes, il eût été excellent de profiter de ce répit qui était accordé aux jeunes Partis communistes occidentaux frais émoulus de la social-démocratie pour les discipliner, les animer d'une pensée marxiste, faire d'eux de véritables avant-gardes du prolétariat. Mais la bolchevisation telle que nous la vîmes bientôt pratiquer fut une caricature d'organisation bolcheviste. A la faveur de ce renforcement qui nous apparaissait évidemment nécessaire et qui se fit avec notre aide, de méprisables petites coteries d'intrigants parvinrent à mettre la main sur les organismes centraux ; puis ayant placé à chaque poste secondaire des personnages à leur dévotion ils régnèrent sans conteste sur les Partis dont ils excluaient purement et simplement les moindres opposants. Bientôt l'Internationale tout entière devint la proie d'une bureaucratie cynique qui, partout, faisait passer ses propres intérêts d'existence matérielle avant les intérêts mêmes de la révolution. Et l'on assista au spectacle lamentable et navrant, de l'idée communiste bafouée, rapetissée, avilie par des gens qui

prétendaient diriger des partis et dont la seule valeur révolutionnaire consistait à savoir faire leur cour, parader et masquer par un autoritarisme verbal l'absence totale en eux des principes les plus élémentaires du marxisme.

Or il est advenu que depuis bientôt deux ans qu'ils sont les maîtres, ces incapables ont parsemé de ruines le mouvement ouvrier mondial. En Allemagne et en France plus particulièrement où leur malveillance s'est étendue sur des partis numériquement forts, le désastre s'étale aux yeux mêmes les plus prévenus en leur faveur. Et en Allemagne comme en France, l'Exécutif de l'Internationale s'est vu dans l'obligation d'intervenir. Trop tard, hélas ! Le mal est maintenant trop profond ; la gangrène a envahi l'organisme tout entier. Et la seule question qui se pose actuellement pour nous, c'est de savoir ce qu'il est encore possible de sauver du communisme français. Qu'on ne nous accuse pas d'être trop pessimiste. Ce que nous disons là est le fruit de maintes observations, d'analyses parfaitement concluantes. Un tel diagnostic, nous savons en le portant à quoi il nous condamne, nous tous les premiers.

**

En revanche, voyez l'optimisme des dirigeants du Parti ! Ayant élevé entre les membres du Parti et eux une muraille de Chine, il leur semble que du moment que la paix règne dans le sérail, tout va bien dans le Parti. Peu leur importe que la vie se retire progressivement des cellules du Parti ; peu leur importe que la classe ouvrière s'éloigne chaque jour davantage du Parti ; peu leur importe qu'ils fassent par leur sottise le jeu de la bourgeoisie. Tout ce qui les intéresse, c'est ce qui est susceptible de préserver leur situation. Leurs ennemis sont ceux qui visent le poste qu'ils occupent ; leurs amis ceux qui les aident à s'y maintenir. De bureau à bureau on se jalouse, on se combat, on se hait. Mais devant l'ensemble du Parti qu'on domine, on est une caste et on en défend les intérêts. Et la caste qui est le pire ennemi du Parti finit par s'identifier au Parti : les assemblées du Parti deviennent des assemblées de fonctionnaires dociles et complaisants. Plus de discussions, plus d'opposition. Tout va bien, tout va très bien. On est donc optimiste ; et comment ne serait-on pas optimiste puisqu'on a ainsi supprimé tout contrôle, puisqu'on est débarrassé de tous les gêneurs ?

Seulement comme l'histoire n'est pas faite pour le seul profit de la caste des fonctionnaires dirigeants du Parti communiste français et que régulement les événements infligent un démenti insolent à leurs pronostics les plus optimistes, et que ces événements historiques réagissent précisément — c'est Marx qui le veut, tant pis pour la caste — sur les rapports sociaux entre les classes et sur l'évolution du prolétariat, il arrive précisément que ce prolétariat d'abord et ensuite le Parti perdent toute confiance en ces chefs qui se trompent et qui les trompent toujours, toujours plus gravement.

Le prolétariat cherche ailleurs et comme aucun parti ne lui apparaît capable de le guider, il s'anarchise. « L'anarchisme, écrivait Lénine, a souvent été une espèce d'expiation imposée au mouvement ouvrier pour ses péchés opportunistes. » Mais qui donc est responsable de cet opportunisme si néfaste à la classe ouvrière, sinon les

chefs ouvriers et, en premier lieu, les chefs du Parti communiste ? Et de même le Parti éloigné des masses par de faux mots d'ordre, le Parti n'ayant plus aucune confiance en la ligne politique suivie par ses dirigeants, et que ces dirigeants lui imposent sans permettre qu'aucune discussion s'établisse, sans recourir à aucune consultation des adhérents, le Parti perd rapidement toute cohésion. Plus de discipline véritable, mais des grimaces. Derrière l'armature de fonctionnaires du Parti il n'y a rien d'autre que du vide. Vienne le premier choc et il s'effondrera.

**

Quelle est donc la situation politique de la France ?

Les dirigeants du Parti qui conçoivent la politique comme une sorte de *pornographie*, selon le mot terrible de Lénine, ceux qui, après la manifestation social-démocrate du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, parce qu'ils avaient fait défilier entre deux haies d'agents de police cent mille prolétaires bien peinards, prédisaient la Révolution pour dans quelques mois et lançaient les mots d'ordre ahurissants de *tribunal révolutionnaire*, de la terre à coups de fusils et du *gouvernement ouvrier et paysan*. Aujourd'hui ces dirigeants sont tout aussi incapables qu'ils l'étaient hier de se livrer à une analyse marxiste de la situation économique de la France ; incapables d'évaluer les forces dont dispose réellement l'Etat bourgeois ; incapables de discerner ce qui est réel de ce qui est artificiel dans les chamailleries entre les diverses fractions de la bourgeoisie ; incapables enfin d'apprécier le véritable état d'esprit des masses prolétariennes. Petits bourgeois bornés, dénués de toute culture comme de toute expérience, ces dirigeants suppléent par un verbalisme démagogique insupportable, au sens révolutionnaire qui leur manque totalement. (« *Etre sensé*, disait Lénine, *consiste à ne pas commettre d'erreurs essentielles et à savoir les réparer facilement et vite* » — ce qui n'est pas, hélas ! le cas des dirigeants de notre Parti !)

Or, non seulement il est impossible de trouver une unité de vues dans la ligne politique du Parti, mais encore il est impossible de trouver dans l'activité inconsidérée qu'il déploie depuis sa bolchévisation, une simple orientation communiste.

Qu'il s'agisse de la guerre du Rif, nous trouvons la direction du Parti hésitante et bousculée par les événements mêmes, laissant à l'initiative d'un seul la lourde charge de mener toute la politique coloniale du Parti et essayant en même temps de le « déboulonner » du B. P., incapable de rendre cohérente ou même virulente la campagne de l'*Humanité*, laissant inexplicité devant les masses un mot d'ordre aussi difficile à faire admettre que celui de « fraternisation » ; nous voyons cette même direction commettre la faute grave de décider d'une grève générale de 24 heures sans s'être même souciée de la préparation matérielle et idéologique de cette grève et commettant jusqu'à l'erreur tactique de la déclencher au moment où les choses du Maroc passaient au second plan dans l'opinion publique. Des provocateurs n'auraient pas mieux fait !

Qu'il s'agisse de l'unité syndicale, nous nous rendons compte que c'est ceux-là mêmes qui, sur l'ordre formel de l'Internationale ont lancé ce mot d'ordre, qui le sabotent consciencieusement et volontairement.

Qu'il s'agisse enfin du « fascisme » — cet épouvantail — nous constatons que la direction du Parti se comporte de telle façon, qu'elle tend bien plutôt à créer un néo-fascisme français, qu'à combattre une tentative de réaction et qui n'est qu'un

épisode dont il ne faut pas s'exagérer l'importance dans les conséquences révolutionnaires d'une lutte d'intérêts entre la bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie libérale, et qu'on peut synthétiser : conflit entre le Comité des Forges et la Banque de Paris et des Pays-Bas.

On peut aussi passer en revue toute l'activité politique du Parti sans trouver traces d'un esprit communiste. L'esprit communiste est en effet ce qui manque le plus à la tête du Parti où en revanche s'évalent l'opportunisme, la pusillanimité, la démagogie — toutes qualités qui sont positivement le lot des social-démocrates.

**

Il y a donc un Parti communiste — officiellement. Mais combien existe-t-il de vrais communistes à l'intérieur de ce Parti ? Le noyau qui avait donné naissance en France à un courant communiste dans une période ascendante de la révolution s'est fragmenté, dissocié. Que sont devenus les éléments constitutifs et agissants du comité de la III^e Internationale ? Les plus honnêtes et les plus sincèrement communistes sont hors du Parti : cela est significatif ; ou, quand ils y sont demeurés, ils vivent à l'écart, suspects ou muets. D'autres, enfin, ont su s'acclimater à la température social-démocrate et se sont fait les serviteurs des social-démocrates du Parti. Et parmi les éléments nouveaux, les communistes d'attente, qui ne connaissent du communisme qu'une doctrine déformée pour les besoins de la cause, combien sont-ils susceptibles de fournir un apport nouveau — je parle principalement des jeunes, dont l'ardeur bataillonne de classe et la volonté d'action s'est vite transmuée dans l'atmosphère débilite et la bolchévisation, en activité manœuvrière, en cynisme de fraction, pour qui la politique communiste représente un jeu en soi et non la déterminante morale de leur venue dans le Parti.

Dans l'ensemble du Parti français, la décadence du communisme — son assimilation à l'opportunisme tantôt anarchiste, tantôt social-démocrate — est un fait patent. Ce n'est plus une maladie infantile qu'il faut combattre en lui : c'est une véritable sénilité socialiste. Il suffit pour s'en rendre compte de relire les pages que Lénine écrivait contre les manifestations du communisme de gauche en Allemagne. Et il est incontestable que Lénine, comme tous les bolchéviks russes ont été amenés à surestimer la valeur et les possibilités communistes des vieux partis social-démocrates occidentaux. Et combien était logique la position irréductible de Raymond Lefebvre, qui savait, lui, ce qu'on pouvait attendre des masses françaises et qui souhaitait, dans la bataille idéologique d'avant Tours, que la scission s'accomplît le plus à gauche possible. Les rares communistes ont été noyés dans la masse social-démocrate ; ils se sont usés à vouloir malgré elle l'endoctriner, la porter à la hauteur des événements politiques. En vérité, depuis Tours, rien n'a été fait dans le sens du communisme par le Parti français que ce qui lui a été imposé par l'Internationale. Le front unique, le Bloc ouvrier et paysan, la politique coloniale, l'unité syndicale, autant de mots d'ordre venant directement de Moscou, mais appliqués, à part de très rares exceptions, de façon désastreuse. En revanche, avec quelle ardeur le Parti ne s'est-il pas lancé dans toutes les aventures électorales et républicaines, qui lui rappelaient ses bonnes vieilles habitudes du temps de Jaurès. Quelle satisfaction pour lui que ces alliances scandaleuses avec les petits bourgeois pour faire triompher le *candidat anti-fasciste*, ou le *candidat de la paix*, ou, plus prosaïquement, le *candidat ré-*

publicain tout court ! Et chaque jour, plus profondément, le Parti s'enfonce dans le borbier social-démocrate, jusqu'à préconiser le soutien d'un gouvernement cartelliste, sans qu'une contre-partie de ces compromis, nécessités par l'apâtine des masses et le devoir de garder le contact avec elles, soit dressé un programme authentiquement communiste, sans qu'on préserve les communistes du Parti contre le découragement inévitable en face de tels compromis.

La crise qui s'ouvre donc dans le Parti est donc bien une crise du communisme, et c'est ce qui en fait la gravité. Loin de remédier à la désagrégation idéologique interne du Parti, l'essai de bolchévisation par l'extérieur n'a fait que la précipiter.

Certes, cette crise n'apparaît pas encore sous

son jour aigu. Ceux qui ont conduit le Parti vers l'opportunisme social-démocratique ont agi avec suffisamment d'habileté — ce sont, en vérité, d'habiles manœuvriers — pour masquer cette orientation sous un redoublement de phraséologie bolchéviste. Ceux-là seuls bénéficieront de la crise. Sachant les avantages qu'ils en pensent retirer, ils n'hésiteront pas à pousser jusqu'à son extrême limite la politique démagogique par quoi les bolchévisateurs parviennent encore à en imposer à Moscou. Ils savent qu'à la faveur de la débâcle et la panique qui seront les conséquences fatales d'une telle politique, ils pourront redevenir les bons social-patriotes qu'ils n'ont jamais cessé d'être, les « chefs écoutés » qui trahiront comme en 1914, délivrés de cette perspective de la révolution à faire.

Lucius.

Après l'échec

Le 13 décembre, le Comité général de l'Union des Syndicats de la Région parisienne était convoqué extraordinairement pour examiner la conduite et les conséquences de la grève « générale » de 24 heures du 12 octobre.

Organisations représentées : 56 sur 180 environ qui composent l'Union.

Des camarades font justement observer que le débat est d'importance et qu'il sera impossible (le « quorum du plenum » étant loin d'être atteint) de prendre une décision ; ils proposent le renvoi de la discussion au prochain Congrès de l'Union qui doit se tenir en janvier 1926. On vote par appel nominal (c'est vite fait) : la majorité se prononce pour la discussion immédiate, étant entendu qu'aucune décision ne pourra clôturer le débat. Et le défilé à la tribune commence.

Relatons, ici, les interventions les plus importantes.

Dessay (Bâtiment) estime que les mots d'ordre lancés à propos de la lutte contre la guerre du Maroc n'ont pas été et ne pouvaient être compris des masses. Il s'élève contre le « bluff » fait autour des Congrès ouvriers représentant des nombres fantastiques de travailleurs et conclut que les dirigeants de l'Union et ceux de la C.G.T.U., qui ont trompé la classe ouvrière, ne sont plus qualifiés pour parler en son nom.

De Groote, adversaire du Parti communiste, a beau jeu pour parler du manque de perspicacité du Comité d'Action, donc de la C.G.T.U.

Lénard (Métaux), est, lui, content, très content, car si l'ensemble des ouvriers avaient suivi le Comité d'Action, c'était peut-être la... Révolution (pas moins...). Tout de même, si la grève n'a pas été un succès, ce n'est pas non plus un véritable échec. Il y a bien les usines Renault qui ont travaillé, seulement les trois quarts des ouvriers sont d'anciens Wrangéliens (!). Mais jetez vos regards sur Farman, l'Air Liquide, De Dion, etc..., là, du moins, tout le monde est sorti (c'est Lénard qui l'affirme !) Ceux qui parlent de fiasco vont prendre leurs chiffres à la Préfecture de Police (protestations, ô combien légitimes, de Dessay, Nicolas et d'autres camarades).

Leboursier (T.C.R.P.) affirme que les effectifs du syndicat unitaire n'ont pas diminué, malgré l'échec de la grève d'octobre. Cette grève, d'ailleurs, avait bien débuté : le premier jour, 12.000 grévistes sur 20.000 employés. Mais le mot

d'ordre de grève générale de 24 heures, lancé pour le surlendemain, surprend un peu les militants : des camarades ne veulent pas être engagés dans une grève politique. Résultats : le lundi 12 octobre (jour de la grève générale) : 8.000 chômeurs ; à la fin du mouvement : 6.500 (vous savez, le « noyau » sacré dont parlait l'Humanité dans la « Vie Sociale »). Malgré cela, le syndicat des T. C. R. P. est encore en bonne posture. Tant mieux ! Mais relevons la fin significative du discours de Leboursier : « Au-dessus du Parti, il y a l'organisation syndicale. »

Un camarade des Cheminots Paris-Sceaux vient rappeler que sa Fédération s'est contentée de lancer le mot d'ordre d'« application des règlements ». Seulement, dit-il, la plupart des cheminots ne connaissent pas les règlements (peut-être eût-il fallu les leur faire connaître avant de leur demander de les appliquer !)

Fulconis (Enseignement) voit la cause de l'échec de la grève de 24 heures dans la mauvaise application du front unique. Le Comité d'Action (P. C. C.G.T.U.) qui prétendait représenter des millions d'ouvriers, était dans l'obligation de faire la preuve de sa force. Il n'a réussi qu'à s'isoler de la masse.

Salquain (Typographie parisienne) indique que, depuis la grève générale, les camarades quittent son organisation pour rejoindre les rangs du syndicat confédéré.

Passons sur l'intervention de *Doyen*, secrétaire de l'Union, que personne ne prend au sérieux (pas même ses amis, qui songent à le débarquer) et arrivons au discours tonitruant (comme il sait en faire) du très-léniniste (de 1924) *Raynaud*. L'essentiel en est ceci : la grève n'a pas été un échec (mauvais esprits ceux qui le prétendent !) mais si elle n'a pas réussi, comme on pouvait l'espérer, c'est la faute aux militants de la base... Mais oui ! Ne pouvaient-ils pas se prononcer contre une grève de 24 heures au Congrès de la C.G.T.C. ? Ne pouvaient-ils pas en rejeter les mots d'ordre de « fraternisation » et d'« évacuation immédiate du Maroc » s'ils les jugeaient inopportuns ? Ne pouvaient-ils pas préparer davantage les ouvriers à l'action contre la guerre du Maroc ? Ne pouvaient-ils pas ?...

Mais la plaisanterie a des limites, et nous terminerons par cette expression un peu rude de *Nicolas* (Bâtiment) : « Nous sommes peut-être de bons bougres, qui veulent bien marcher, mais il ne faudrait pas qu'on se foute de notre gueule ! » Car il y a encore des militants de la base qui ne sont pas disposés à se laisser bourrer le crâne : c'est l'impression qui se dégageait de ce Comité général. — V. T.

Le Syndicalisme et la III^e Internationale

Dans le numéro 1 du *Bulletin Communiste*, Boris Souvarine a parlé de la politique suivie par l'Internationale à l'égard des syndicalistes et des résultats obtenus.

Certes, les meilleurs éléments du syndicalisme révolutionnaire sont venus grossir les forces communistes, fortifiant quelques partis, et constituant réellement la base des autres.

Les syndicalistes sont allés au bolchevisme par conviction doctrinale et surtout par affinité révolutionnaire. La social-démocratie avait modifié le caractère nettement ouvrier du mouvement social. Syndicalisme et bolchévisme ont été des réactions prolétariennes. Syndicat et soviets sont frères : c'est pourquoi les grandes masses syndicalistes sympathisèrent aussitôt avec le soviétisme.

Sorel (*Plaidoyer pour Lénine*) à l'affirmation d'un journaliste prétendant que Lénine était sorélien, répondit que Lénine n'était pas un de ses disciples, mais que lui se plaisait à s'identifier avec Lénine. Et Sorel fut le grand pontife des théoriciens du syndicalisme. La social-démocratie a combattu le bolchévisme en le présentant comme un mélange du blanquisme et du syndicalisme.

Les syndicalistes en passant au bolchévisme, ne lui ont donné aucune doctrine nouvelle, mais ils lui ont apporté un ferment dynamique, une impulsion révolutionnaire de grande valeur.

Depuis près de deux ans, l'Internationale a changé d'orientation envers les syndicalistes. La sympathie avec laquelle elle avait accueilli ceux-ci durant les premières années de la Révolution s'est transformée brusquement. L'offensive contre les communistes d'origine syndicaliste — contre Rosmer, Monatte, en France, Foster, aux Etats-Unis, et le groupe de Bowmann (1) dans le N. A. S. de Hollande — ne peut laisser place à aucun doute à cet égard. Il ne s'agit pas de cas isolés imputables à un désaccord momentané ou à une déviation social-démocrate, comme celle de Tranmaël, l'ancien I. W. W de Norvège, mais franchement d'une divergence fondamentale d'appréciation entre la direction de l'Internationale Communiste et les noyaux d'origine syndicaliste sur la politique à suivre. Cette disparité apparaît très clairement et l'offensive de l'Internationale devient plus compréhensible, si nous constatons que la presque totalité des syndicalistes devenus communistes, ont sympathisé avec l'opposition révolutionnaire dans les discussions du parti bolchévique. Trotsky, qui sur le terrain

théorique a été plus qu'aucun autre communiste conciliant avec les syndicalistes, a trouvé en eux une grande solidarité sur la question de la démocratie ouvrière dans le P. C. R. C'est un fait évident que les syndicalistes ne se sont pas opposés à l'Internationale par un retour à leurs positions doctrinales d'hier. C'est l'Internationale qui s'est éloignée des syndicalistes, voyant en eux un appui éventuel pour l'opposition du parti russe.

Pendant, l'afflux des syndicalistes vers le communisme n'était pas terminé. En réalité, il ne faisait que commencer. Il restait encore d'abondantes forces syndicalistes aguerries par les luttes quotidiennes, qui n'avaient pas été absorbées par nos partis. Mais le phénomène de transfusion s'est interrompu, et la menace qu'il soit arrêté pour longtemps est certaine.

Les possibilités générales d'ascension de quelques-uns de nos partis, sont moins dans une attraction sur les éléments social-démocrates que sur les syndicalistes. Dans la période actuelle des expériences réformistes, la social-démocratie, loin de subir une baisse de ses effectifs et de voir diminuer son influence, les voit au contraire s'accroître de jour en jour. La formation d'une aile gauche dans les organisations réformistes, partisane d'une entente avec les syndicalistes russes, ne prouve pas un accroissement des forces de nos partis. Ceux-ci peuvent, en effet, diminuer, perdre la moitié de leurs adhérents, et favoriser le développement d'une gauche chez les réformistes. La cause en est due aux conditions spécifiques de la situation capitaliste dans certains pays plus qu'aux résultats de notre propagande. Précisément en Angleterre, où s'est produit le mouvement de gauche le plus important, notre parti est un des plus petits de l'Internationale. La social-démocratie régnera quelque temps, entraînant les masses ouvrières qui croient encore fermement en l'efficacité des réformes, et ne seront détrompées que par leur propre expérience.

La rupture morale de l'Internationale avec les syndicalistes et sa politique d'hostilité et d'éloignement, si elle persiste, donneront de dangereux résultats. N'oublions pas que nous sommes dans une période de ralentissement du mouvement communiste, et que personne ne peut en prédire la durée. Dans les moments de relative stagnation, l'expérience conseille d'être plus prudent que lorsque la rapidité des événements est un facteur parfois décisif pour éviter les déviations. Le danger d'une renaissance syndicaliste existe, et ce serait un grand obstacle dans les pays où il a déjà

(1) A l'égard du groupe de Bowmann, un revirement récent est à signaler. — N. D. L. R.

vécu. La formation d'ailes gauches dans certains partis communistes, combattues sous le nom de « droites » par l'Exécutif, et l'élimination des syndicalistes, créent une base propice à la réapparition d'un syndicalisme rajeuni, purgé des insuffisances et des enfantillages théoriques, accru par des expériences favorables, et ayant puisé dans la Révolution russe des enseignements très profitables.

En France, l'exclusion de Monatte, Rosmer, Delagarde et la parution de la *Révolution Proletarienne*, revue « syndicaliste-communiste », sont des faits significatifs, comme l'influence accrue de cette tendance, confessée par la nervosité même dont la direction du Parti donne la preuve dans sa façon de la combattre, et les résultats du dernier Congrès de la C. G. T. U. réunissant presque la moitié des votes — 425 contre 948 — en face de la majorité docile. Notre Parti, loin d'augmenter ses effectifs, en a perdu rapidement la majeure partie. Ceux qui voudraient y adhérer et en sont dissuadés par la « bolchévisation », demeurent sur leurs positions syndicales. Ceux qui s'en vont retournent au syndicalisme. Il est certain qu'aucun d'eux ne pourrait donner un argument doctrinal contre le communisme. Mais le Parti ne possède plus sa capacité d'attraction d'aparavant, et, de plus, il a perdu toute cohésion. Pourquoi ? C'est à l'Internationale d'étudier la situation. L'avenir immédiat du P. C. F. est intimement lié à l'absorption des éléments syndicalistes.

En Italie, avant la guerre, le syndicalisme n'atteignait pas le même niveau qu'en France. Cependant, les restes de l'*Unione Syndicale Italiana*, dispersés par le fascisme, existent encore. Dans la crise fasciste et dans la renaissance ouvrière, la croissance du P. C. et celle du syndicalisme ont été en raison inverse. Notre Parti italien possède une gauche — la fraction Bordiga — combattue âprement par l'I. C. Bordiga s'est vu reprocher, entre autres, de n'avoir pas abandonné sa position antiparlementariste, si chère aux syndicalistes. Si la lutte contre la gauche, — la « droite », comme on l'appelle maintenant — ne s'affaiblit pas, si la fraction Bordiga est écartée du Parti, est-il déraisonnable de supposer qu'il peut se produire une intelligence plus ou moins ouverte, plus ou moins active entre les syndicalistes et les communistes chassés de même manière qu'en France ? (2).

En Hollande, situation semblable. Les syndicalistes de l'*Arbaiter National Sekretariat* — le N. A. S. — qui furent du Parti ont été éloignés de lui (3). Et cependant, si notre Parti hollandais a des forces à gagner, ce ne sera pas précisément dans les rangs réformistes de Toelstra, en ce moment.

Aux Etats-Unis, le Parti doit son existence à l'action du groupe Foster, de provenance

syndicaliste. Mais actuellement, Foster est peu à peu éliminé en tant que communiste. Au dernier Congrès, la scission fut sur le point de se produire. Aux Etats-Unis, jusqu'à l'apparition du parti communiste, l'esprit révolutionnaire était représenté par les I. W. W., organisation syndicale complètement étrangère aux anarchistes et agissant comme un véritable parti. L'effort que fit Lénine pour attirer dans la voie communiste les I. W. W. témoigne de l'importance qu'il leur accordait. Les I. W. W. possèdent encore une force considérable, d'autant plus importante que ses adhérents se sont endurcis dans les luttes antérieures. Dans les I. W. W. vit une tradition révolutionnaire qu'il n'est pas si facile d'effacer. Si un abîme s'ouvre entre notre Parti et les I. W. W., le Parti perdra une de ses meilleures sources d'adeptes et de militants.

En Amérique latine, immense pays vierge encore, où l'Internationale devrait concentrer son attention le plus tôt possible afin de créer un vaste mouvement opposé à l'impérialisme des Etats-Unis, la base de toute action efficace se trouve dans les organisations ouvrières influencées les unes par les I. W. W. et les autres par les anarcho-syndicalistes espagnols.

Et enfin, en Espagne et au Portugal, les espoirs de notre Parti résident dans la conquête des masses ouvrières jusqu'à présent sous l'influence anarcho-syndicaliste. Au Portugal, le Parti, dans sa presque totalité, a été constitué par d'anciens syndicalistes. En Espagne, notre Parti doit conquérir Barcelone, et au Portugal, Lisbonne, — justement les deux villes d'Europe dont les ouvriers sont de tendance anarcho-syndicaliste. Les progrès effectués par les deux partis n'ont pu se produire que grâce à un courant syndicaliste favorable au communisme. Si ce courant s'éloigne, si le Parti se ferme, l'anarcho-syndicalisme chaotique et confus, qui a vécu là durant un siècle, pourra subsister encore longtemps.

Tel est donc l'état général des choses. Le syndicalisme n'a pas disparu. Au contraire, nous pouvons trouver en lui des forces d'une grande utilité pour nos partis. Surtout dans les pays latins et en Amérique, lieux indiscutables des futures opérations de l'I. C., le syndicalisme est un des facteurs importants que nous ne pouvons méconnaître sous peine de nous y heurter. C'est une puissance qui peut et doit nous donner de précieux renforts. Il y a en lui cette possibilité, mais aussi un danger : un danger parce qu'il s'agit d'une doctrine que peut consolider l'erreur actuelle de l'Internationale Communiste méconnaissant la valeur des renforts syndicalistes, et à laquelle il importe de mettre un terme.

Montfort.

Permanence
du BULLETIN COMMUNISTE
123, rue Montmartre, Paris.
Tous les jours, de 17 à 20 heures.

(2) On sait que l'Exécutif semble avoir renoncé à son projet d'exclure Bordiga, satisfaisant ainsi notre collaborateur. — N. D. L. R.

(3) La dernière crise du Parti hollandais a fait rentrer les syndicalistes au Parti, de même qu'Henriette Roland Holst. — N. D. L. R.

La Vie Ouvrière et Syndicale

Amsterdam contre l'Unité

Le 5 décembre, le Conseil général de l'Internationale d'Amsterdam s'est réuni. La question de l'unité internationale devait y être encore débattue. Le résultat fut négatif ; le Conseil général, confirmant par 14 voix contre 7 sa décision de février, qui consiste à imposer aux Russes l'acceptation des statuts et décisions de l'Internationale réformiste avant tout pour parler.

Il nous semble pourtant, malgré le manque d'informations détaillées et sérieuses, que la discussion fut très animée puisque elle amena le Conseil général à se prononcer sur trois motions : la première, unitaire, présentée par Hicks, émanait des Trade-Unions et était appuyée par Fimmen ; la seconde, défendue par Brown, un des secrétaires d'Amsterdam, appuyée de Hodges, secrétaire de l'Internationale des mineurs, constituait la motion sur laquelle on devait se rabattre au cas où la lutte serait trop chaude. Quant à la troisième motion, dont Steenhuis, secrétaire des ouvriers de fabriques, assumait la défense, elle était nettement antiunitaire et était naturellement approuvée par Jouhaux, Oudegeest et Cie. C'est cette dernière motion qui fut adoptée.

L'attitude des dirigeants d'Amsterdam sera sévèrement commentée dans la classe ouvrière : mais les Trade-Unions ont décidé de faire le geste que le Conseil général aurait dû faire et de convoquer une conférence internationale. Les adresses de sympathie des syndicats norvégiens et finlandais laissent prévoir un certain succès. Quelle sera alors l'attitude des pontifes ? — J. DIMIER.

En Meurthe-et-Moselle

L'Union confédérée de Meurthe-et-Moselle constitue le pivot de la faible aile gauche de la C. G. T. réformiste. Contrairement à beaucoup d'autres Unions confédérées, l'esprit prolétarien n'y est pas mort et se manifeste par une certaine activité. Cet organisme publie un hebdomadaire, le *Réveil Ouvrier*, dont beaucoup de canards « léninistes » de province pourraient envier la tenue, et qui contribue à maintenir l'esprit de lutte.

C'est ainsi que Nancy voit depuis trois semaines se dérouler une grève importante des ouvriers de la chaussure. Deux mille à deux mille cinq cents grévistes, bien qu'inexpérimentés, tiennent le coup de la façon la plus louable, pour de modestes revendications de salaires.

Une augmentation générale de la chaussure et des articles de maroquinerie étant annoncée dans toute la presse, le moment paraît bien choisi, étant donné la recrudescence d'achats qui suit toute annonce de hausse.

Un autre fait important a eu lieu dans ce département.

Les syndicats confédérés des mineurs du bassin de Briey ont senti comme nous les difficultés qu'il y avait d'organiser les travailleurs étrangers qui submergent la région, par suite de l'interdiction faite à ces ouvriers d'occuper une fonction syndicale.

Une conférence formée des délégués du bassin minier s'est donc tenue le 22 novembre à Audun-

le-Roman, pour remédier à cette situation, aggravée par les conditions épouvantables d'exploitation des ouvriers étrangers, conditions qui ont une répercussion directe sur les salaires des ouvriers français.

La principale résolution de cette conférence a consisté en la décision de transformer les syndicats locaux en un syndicat régional. C'est exactement le procédé employé par les unitaires dans les cas semblables.

Nous sommes dans une période de centralisation à outrance, dont nos néo-léninistes ne sont pas les seuls atteints ; mais, là, nous le savons pour avoir opéré de même en pareille circonstance, c'est bien le cas où la centralisation est le mieux appliquée. Car il n'existe pas d'autres moyens de parer au manque de militants français quand on se trouve en face de forts contingents étrangers à organiser et, souvent, facilement organisables.

Pourtant, on doit se garder de se rallier trop vite à cette solution qui pourrait amener à constituer des cadres sans troupes. La vitalité des organisations est dans les initiatives et les énergies locales : c'est la solidité de la base qui permet la solidité de l'édifice tout entier.

Mais alors, que faire ? D'abord, ne pas avoir un mépris souverain pour le simple cotisant ou le militant du rang ; ensuite, l'Unité, qui seule évitera de voir, dans la même localité, un syndicat confédéré inerte et un militant unitaire isolé et dégoûté, ou *vice versa*. Il y a aujourd'hui trop de découragés !

Élections syndicales

Les élections des délégués du personnel à la Commission mixte des T. C. R. P. ont eu lieu le 4 décembre. Il serait bien difficile de se faire une opinion en se renseignant seulement par l'*Humanité* ou le *Peuple*. Alors que les unitaires proclament leur triomphal succès, les confédérés font ressortir que leurs adversaires ont perdu un nombre considérable de voix. Nulle part il n'y a de mesure, mais c'est pourtant un net succès unitaire.

Après le désastreux échec de la dernière grève, on pouvait craindre que le syndicat révolutionnaire perde l'influence qu'il avait assez vite conquise. Ces résultats électoraux semblent indiquer que le mal n'aura pas été trop grand et que Jacquod dégoûte vraiment les T. C. R. P. Tant mieux !

Mais les résultats n'ont pas été semblables pour des élections du même genre au Conseil supérieur des P. T. T. Là, c'est Gourdeaux qui devient la bête noire des syndiqués.

Il n'en aurait pas été ainsi si la F. P. U. n'avait pas été « bolchévisée », si les militants communistes avaient fait leur travail.

On sait la défaveur qui a atteint certains militants confédérés à la suite des interminables et vaineuses tractations pour la péréquation. Même au syndicat des agents, qui était pourtant le pilier et même, pendant un temps, la raison d'être de la fédération réformiste, leur crédit était atteint. Ceci aurait dû se traduire, pour les unitaires, par un gain appréciable d'influence dans ces milieux.

Mais il fallait travailler. C'eût été trop beau, et il ne faudrait pas confondre une organisation unitaire avec un comité électoral.

Dans le Livre unitaire : avance ou recul communiste ?

Aux élections à la Commission exécutive de la Fédération Unitaire du Livre, les syndicalistes — dont quelques-uns de la nuance *Révolution Proletarienne* — ont été battus par une liste de membres du Parti ayant à leur tête un « léniniste » qui, aux élections municipales dernières, se faisait élire, à Sartrouville, sur une liste... radicale bourgeoise contre une liste communiste.

Si c'est là, dans le domaine syndical, le dernier cri de la tactique du Parti, nous pensons qu'il n'y a pas lieu d'en être fier.

Nous saurons demain ce qu'une « victoire » obtenue par le camouflage du drapeau communiste derrière un conseiller municipal radical-socialiste peut bien donner.

Préalablement, aux élections fédérales avait eu lieu le renouvellement du Conseil syndical de Paris-Typos-Linos. Alors que, dans le précédent Conseil, les communistes avaient la majorité, ils voient réduit au tiers (5 sur 15), dans le nouveau, le nombre de leurs sièges.

Voilà une victoire que l'*Humanité* n'a pas chantée ! — GONNÈCHE.

Dans les tabacs et allumettes

Le Comité national confédéré des Tabacs et Allumettes s'est réuni le 30 novembre. L'intérêt de sa convocation résidait dans l'attitude à prendre devant la grève des allumettiers de Trélazé, déclenchée le 24, et dans la façon dont se manifesterait le courant unitaire au sein de ce Conseil national.

Pour Trélazé, on attendit patiemment la solution de la crise ministérielle, tout en promettant la grève générale des tabacs et allumettes. Mais le conflit s'est terminé le samedi 4 décembre, par l'obtention d'une augmentation générale de 3 fr. par jour et l'assimilation aux catégories correspondantes des P. T. T.

En ce qui concerne le courant unitaire, nous manquons de détails, les comptes rendus du *Peuple* ayant été très laconiques. On nous annonce seulement qu'après audition des secrétaires de la Fédération unitaire, le Conseil national a repoussé le front unique.

Nous voudrions bien savoir s'il y eut grand débat, car nous nous étions laissé dire que le courant unitaire était très puissant à la Fédération confédérée, que des communistes étaient secrétaires de syndicats les plus importants.

Alors ? Est-ce ainsi que se manifestent les 95 % d'activité en faveur de l'unité syndicale ?

Souvenirs et Mémoires révolutionnaires

VI. — LES ANNEES DE REVOLUTION

Les années de révolution sont encore trop présentes à la mémoire, elles n'ont pas besoin d'être expliquées ou complétées. C'est pourquoi je me bornerai à passer simplement en revue les moments essentiels de mon activité dans cette période.

Le lendemain de mon arrivée en Russie, j'eus à soutenir un combat contre les « égalitaires » russes qui organisèrent une manifestation devant le Palais de Tauride (ancien siège de la Douma) pour exiger du gouvernement provisoire la confirmation du droit de suffrage féminin. Tchkhéidzé vint les calmer. Quant à moi, dans les salles du Palais et dans la rue, je faisais de la « propagande bolchéviste » contre la guerre, contre l'opportunisme, pour le pouvoir des Soviets. Des soldats menaçaient de m'asseoir sur la pointe de leurs baïonnettes; les camarades bolchéviks eux-mêmes me conseillaient d'être plus prudente dans mes discours et de ne pas offenser le sentiment des masses populaires.

Mais il s'en trouva qui accueillirent favorablement mes paroles: c'était des « soldats de tranchée ». On me demanda de faire de l'agitation dans les détachements. Je fus déléguée au Soviet par le « noyau militaire » bolchévik et ensuite au Comité Exécutif pétersbourgeois. Pendant assez longtemps, je fus la seule femme du Comité Exécutif. Par contre, au Soviet, il y avait plusieurs femmes, entre autres trois ou quatre ouvrières bolchévistes. Dès mon entrée au Soviet, je fus élue au Bureau de notre fraction, et avec Padérine nous y faisons tout le travail, combattant quelquefois les membres de notre propre fraction (par exemple Avilov et d'autres) dont l'attitude était hésitante. A la conférence du Parti précédant la conférence panrusse des Soviets, ma position fut considérée « extrêmement à gauche » (à ce moment, Lénine n'était pas encore rentré en Russie). Le 4 avril, Lénine lança ses fameuses thèses et sa déclaration historique. Dans cette même journée, je fus seule à soutenir publiquement son point de vue contre un grand

nombre de camarades hésitants. Cela me valut d'être violemment attaquée avec une touchante unanimité par toute la presse antibolchéviste, qui du reste ne me ménageait guère auparavant. On fit même une chanson :

*Que Lénine ait raison ou tort,
Kollontai est toujours d'accord.*

A plusieurs reprises, je fis le voyage d'Helsingfors pour faire de l'agitation dans la marine de guerre, — cette citadelle de la révolution. Pendant les pourparlers sur le ministère de coalition (19-21 avril), le Bureau de la fraction et la fraction entière du Soviet étaient pour une action immédiate et une résolution dans ce sens fut rédigée par moi. Mais Zinoviev survenant, retourna les dispositions prises, et notre résolution fut considérablement modifiée.

Fin avril et début de mai éclata pour la première fois dans la Russie nouvelle une grève de blanchisseuses. Le contact établi, je vins militer parmi elles. Nous organisâmes plusieurs meetings par jour et établîmes des revendications.

Dès mon arrivée en Russie je montrai aux camarades l'absolue nécessité d'entreprendre le travail parmi les femmes, voyant les progrès des « égalitaires » qui gagnaient les femmes des soldats. La démonstration de celles-ci pour une augmentation de secours (démonstration décrite par moi dans la *Pravda* en avril) me convainquit encore plus de la nécessité d'un organisme spécial auprès du Parti pour le travail parmi les femmes. Je tentai de réunir auprès du Comité Central un groupe de femmes bolchévistes. Mais après deux ou trois réunions, je me rendis compte de la vanité de mes efforts: mon plan fut repoussé. A la conférence du Parti de fin avril, j'essayai encore de soulever cette question. Mais mon plan ne rencontra pas d'appui.

En mai, la revue *L'Ouvrière* recommença à paraître. Entrèrent dans sa rédaction: Samoilova,

A.-I. Elizarova, Koudelli, Velitchkina (Bontch-Brouevitch), Lilina Stahl, Nikolaeva et moi. La revue constituait un centre naturel pour les ouvrières. Samoïlova estimait que, de cette façon, nous accomplissions pratiquement notre travail spécial parmi les femmes, pour autant qu'il était nécessaire.

Nous lançâmes un appel aux ouvrières, au sujet de la vie chère. Nous songâmes à organiser, avec des camarades étrangers et sous le drapeau de l'internationalisme, des meetings et des manifestations d'ouvrières contre la guerre. Il nous fallut défendre âprement l'idée du meeting: certains l'estimaient inopportune. C'était lors de la floraison du patriotisme officiel, quand Kérénsky faisait du battage pour l'offensive et que les invalides organisaient une procession sur la Nevsky en portant le portrait de Kérénsky comme une icône. Le 10 juin, le meeting organisé par la revue *L'Ouvrière* eut lieu. Son succès dépassa toute attente.

En mai, le Comité Central m'avait chargée de le représenter au Congrès du Parti finlandais en me mandatant d'engager ce Parti à quitter la II^e Internationale et d'adhérer à Zimmerwald. Ma mission fut couronnée de succès.

Aux environs du 20 juin eut lieu la 1^{re} conférence panrusse des syndicats où je fis un rapport sur la participation des ouvrières au mouvement syndical. Mes thèses et résolution furent adoptées.

Fin juin, le Comité Central me délégua à la conférence zimmerwaldienne de Stockholm pour y consolider la position de la gauche et faire scission si cette gauche était mise en minorité. C'était le moment de la lutte la plus intense entre les bolchéviks et le gouvernement provisoire. Les masses se contenaient à peine. Kérénsky criait à l'effondrement du front et effrayait le public par la retraite commencée déjà de l'armée russe et par la victoire du militarisme allemand. Les journées de juillet approchaient: leur fatalité était visible, mais j'espérais revenir dans deux semaines et espérais ne pas manquer le moment souhaité des nouvelles baricades. Dans ces journées, à plusieurs d'entre nous, impatients à passer à l'attaque, la prudence de Lénine semblait être presque de l'« opportunisme ».

La conférence n'eut pas lieu au complet: les Allemands étaient déjà partis. Les journées de juillet me surprisèrent encore à Stockholm. Les nouvelles inquiétantes sur la défaite des bolchéviks, les arrestations, les impudents télégrammes appelant les bolchéviks « espions », « agents » de Guillaume, etc., me forcèrent à précipiter mon retour en Russie. Les camarades suédois annoncèrent mon départ dans la presse par une note intitulée: « La camarade Kollontai va se faire emprisonner par Kérénsky. » Et il en fut ainsi. A Tornea, je fus arrêtée par les mêmes autorités de frontière qui, quatre mois auparavant, à mon retour d'émigration, m'accueillirent par des souhaits de bienvenue.

Le gouvernement provisoire me maintint à la prison pétersbourgeoise du quartier de Viborg pendant plus d'un mois, sous un régime particulièrement sévère: sans journaux, sans autorisation de voir qui que ce soit, etc. Le lendemain de ma sortie de prison, sur l'ordre de Kérénsky, je fus arrêtée de nouveau et gardée à domicile. L'intervention du Soviet fit cependant lever bientôt cette mesure. Mon élargissement coïncida avec la convocation de la « conférence démocratique ». Une nouvelle période s'ouvrait, la vague révolutionnaire montait, les sympathies pour les bolchéviks augmentaient.

Pendant mon arrestation, je fus élue par le Congrès du Parti au Comité Central. En septembre, nous décidâmes, avec Sverdlov, de constituer un bureau pour la propagande parmi les femmes, en

faisant coïncider sa formation avec la campagne électorale pour l'Assemblée Constituante. Période de travail intense: séances fréquentes au Comité Central, Congrès de la région du Nord, Préparation, agitation continue dans les usines et les détachements militaires et au cirque « Moderne ».

Fin septembre se constitua un groupe de femmes bolchéviks pour convoquer la 1^{re} conférence des ouvrières. J'en étais la secrétaire. La conférence devait avoir lieu fin octobre, mais la Révolution d'Octobre fit renvoyer sa convocation en novembre. Quand elle se réunit, la Russie était soviétique.

Je pris une part active aux événements d'Octobre. Je participai aux séances décisives du Comité Central, me rangeant du côté des partisans de l'insurrection armée et des adversaires de toute entente avec les autres Partis.

J'entrai au Conseil des Commissaires du Peuple comme membre pour l'assurance sociale. En cette qualité, je fis promulguer les décrets concernant l'amélioration du sort des combattants mutilés, créai ensuite le collège (section) pour la protection de la maternité et le « palais de la maternité » dans les établissements scolaires dépendant de l'Assurance Sociale. Je fis abolir l'enseignement de la religion encore avant le décret de séparation de l'Eglise et de l'Etat, et je fis passer tous les prêtres se trouvant à la charge de l'Assurance Sociale à un emploi civil. J'établis l'auto-administration des étudiants, etc... A la même époque, le Commissariat du Peuple pour l'assurance sociale organisa les premières maisons d'enfants n'ayant pas un caractère d'asile et des organes de répartition pour les enfants et la population invalide. Une commission, sous la présidence de Dr. Artemovsky fut encore constituée pour organiser des sanatoria dans toute la Russie (les sanatoria dépendaient alors de l'Assurance Sociale). Un décret fut promulgué concernant la réorganisation des cliniques d'accouchement, le monastère Alexandre-Nevski fut transformé en Maison Commune des combattants mutilés, etc... Le principe essentiel que j'appliquais et défendais comme Commissaire du Peuple fut celui de l'administration collégiale tendant à faire partout appel à l'initiative, depuis celle des employés du Commissariat jusqu'à celle de l'Union des combattants mutilés, par l'introduction dans tous les collèges des représentants de l'« Union des employés subalternes », c'est-à-dire du personnel technique des différentes institutions dépendant de l'Assurance Sociale.

En février 1918, j'essayai, en qualité de membre de la délégation du Comité Central Exécutif Faurusse, de pénétrer, avec Natanson, Berzine et quelques autres encore, en Suède. Notre bateau se trouva pris dans un champ de glace, endommagé par les glaçons et subit des avaries. Il nous fallut chercher refuge aux îles Aaland, où nous manquâmes de tomber entre les mains des gardes blancs finlandais et des Allemands, et d'où nous dûmes nous sauver. Un membre de notre délégation, un Finlandais, qui tomba entre leurs mains, fut fusillé sur place; quant à l'autre camarade finlandais, nous réussîmes à le sauver.

Je pris part, comme membre du Présidium, au 4^e Congrès des Soviets et quittai immédiatement après mon poste de Commissaire du Peuple n'étant pas d'accord sur la paix de Brest-Litovsk et le changement de notre politique militaire. J'en informai le Conseil des Commissaires du Peuple par une déclaration le 18 mars 1918.

Au printemps et pendant une partie de l'été, je fis des conférences et de la propagande dans les villes de la Volga. En automne, le Comité Central m'envoya dans la région du textile. Là me vint la

pensée de convoquer le 1^{er} Congrès panrusse des ouvrières. Sverdlov appuya cette idée. Le Congrès fut convoqué en novembre 1918 et de lui date le commencement du travail organisé du Parti dans la population féminine laborieuse. Le Congrès adopta le projet tracé par Inessa et par moi et le Comité Central confirma la constitution des « commissions » féminines qui, plus tard, furent transformées en sections.

Je passai l'hiver 1918-1919 à Moscou, militant parmi les femmes comme membre de la Commission Centrale des ouvrières et faisant de la propagande générale. J'écrivais dans la *Pravda*, les *Izvestia*, la *Page Centrale des Ouvrières*, le *Communist*. J'écrivis deux brochures: *La Famille et la Société Communiste et l'Ouvrière après une année de Révolution* et en préparai trois autres pour leur réédition (*Comment les ouvrières luttent pour leurs droits*, *La morale nouvelle et Les Congrès internationaux*), écrivis sur Rosa Luxembourg, etc. Je pris part au 1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste et y proposai une résolution sur la participation des ouvrières au mouvement, adoptée par le Congrès. Au 8^e Congrès du Parti, je fis un rapport sur la propagande parmi les femmes et fis admettre certaines additions au programme révisé du Parti concernant la reconnaissance aux femmes des mêmes droits qu'aux hommes. Par contre, les points concernant les relations familiales et matrimoniales ainsi que la prostitution furent repoussés par la Commission.

Après ce Congrès, je partis pour l'Ukraine où je restai jusqu'en septembre 1919. Je militai à Alexandrovsk, dans les syndicats, dans les Jeunesses Communistes et pour l'organisation des ouvrières. J'allai aussi faire de la propagande au front. Je fus déléguée au Congrès panukranien des syndicats à Kharkov par le syndicat des métallurgistes. Dans cette ville, je restai près d'un mois et demi, travaillant en contact étroit avec la Concordia Samoilova. Nous jetâmes ensemble les bases de l'organisation des ouvrières de Kharkov.

La situation devenant inquiétante et Dénikine prenant de nouveau l'offensive, j'allai en mai militer dans le Donetz: à Bakhmout, Lougansk et autres grands et petits charbonnages. Je vins au moment de la rupture du front, fis la retraite avec les armées. Les terribles tableaux de la retraite m'incitèrent à faire à ce sujet une communication à Trotsky. Mais la situation était déjà sans issue. Kharkov était à la veille de l'évacuation. De Kharkov, je partis pour la Crimée où je fus nommée au poste de Président de la Direction Politique de la République de Crimée. J'avais commencé à organiser un journal, ainsi qu'une école de militants politiques, essayé aussi de grouper les internationalistes et à rétablir les relations avec les ouvriers des Etats du sud de l'Europe, mais l'évacuation de la Crimée interrompit le travail commencé.

A Kiev, je fus nommée Commissaire du Peuple pour la propagande et l'agitation en Ukraine. Je ne travaillai cependant que deux mois dans le gouvernement ukrainien, créant et organisant le nouveau Commissariat et participant au travail de la Commission interdépartementale chargée de délimiter les fonctions des différents Commissariats. Avec Maïrova et Tchernycheva, nous jetâmes à Kiev les fondements de l'organisation féminine. Une nouvelle évacuation de Kiev coupa court au début de l'activité du Commissariat pour la propagande en Ukraine. En septembre 1919, je revins à Moscou (ayant réussi, entre parenthèses, à faire évacuer de l'Ukraine les deux bateaux et un train de propagande du Commissariat) pour me mettre au travail dans la section féminine du Comité Central. Je fus désignée pour représenter le Comité Central à l'Union des Jeunesses Communistes et la section des

femmes dans le Comité pour la propagande à la campagne.

Une grave maladie m'éloigna du travail actif entre novembre 1919 et avril 1920. Au 7^e Congrès des Soviets, je fus de nouveau élue membre du Comité Central Exécutif. Au printemps de 1920, je procédai, par l'intermédiaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, à la convocation de la première conférence internationale des femmes communistes. Je passai le mois de mai et une partie de juin au Caucase septentrional. A Kislovodsk, je mis sur pied l'organisation féminine et contribuai à l'organisation d'une école du Parti. Une seconde grave maladie m'éloigna de toute activité pour la période juillet-octobre 1920.

Depuis lors, j'ai dirigé la section des femmes auprès du Comité Central. J'ai été adjointe au Secrétariat International des femmes auprès de l'Internationale Communiste, et en cette qualité membre de l'Exécutif de l'I. C. Je fus membre aussi de la Commission contre la prostitution, créée sur mon initiative, dès 1919; son activité se ranima en automne 1920. Les thèses sur la lutte contre la prostitution ont été également élaborées par moi. Je soulevai une discussion sur la « nouvelle morale ». Mes thèses sur la « nouvelle morale » furent publiées dans le numéro 12 de *La femme communiste*.

Pendant l'hiver 1920-1921, je travaillai surtout dans la section des femmes auprès du Comité Central et au Secrétariat International des femmes. J'ai contribué activement à la propagande parmi les femmes d'Orient, à la convocation de la 1^{re} conférence des femmes communistes de l'Orient et de la 2^e conférence internationale, ainsi qu'à l'adoption par le Conseil des Commissaires du Peuple de la résolution du 8^e Congrès des Soviets recommandant de faire jouer aux ouvrières et paysannes un rôle actif dans l'édification économique. Mon rapport à la conférence internationale des femmes, ratifié par le Congrès de l'I. C., constitue la base du travail parmi les femmes dans les Partis communistes de tous les pays.

J'ai pris part au 10^e Congrès du Parti dans le groupe de l'opposition ouvrière publiant à l'époque une brochure: *L'Opposition ouvrière*. Au 3^e Congrès de l'Internationale Communiste, je suis intervenue comme déléguée du Parti communiste russe. Je restai membre du Comité Central Exécutif, du Secrétariat international des femmes et représentante de celui-ci au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Alexandra Kollontai.

(Fin)

Notre première page

Antonov-Ovsienko, dont nous donnons le beau portrait dessiné par Annenkov, est un des hommes de la Révolution d'Octobre. Il fut un des plus proches collaborateurs de Trotsky dans l'opération insurrectionnelle. C'est lui qui mena victorieusement l'attaque du Palais d'Hiver, à Pétrograd.

Pendant la guerre, son dévouement avait assuré l'existence du journal russe internationaliste de Paris, *Nache Slovo*, dont Trotsky fut le collaborateur principal.

L'an dernier, il fut un des ardents de l'opposition dans le Parti bolchévik, et cela lui valut d'être évincé de son poste de l'armée rouge dont il fut un des organisateurs.

Aujourd'hui, il est à Prague le représentant de la République des Soviets.

Le Mouvement ouvrier international

En attendant le " Cours nouveau "

L'intervention attendue de l'Exécutif dans la situation lamentable du Parti français commence à se faire sentir.

Depuis quelque temps déjà, la direction recevait de Moscou des instructions imposant une politique nouvelle; instructions qu'elle se montrait incapable d'appliquer et que d'aucuns sabotaient même délibérément.

Devant ces tristes résultats, l'Exécutif s'est décidé à faire un pas de plus dans la nouvelle voie: un délégué spécial est venu à Paris pour exiger l'abandon effectif de la politique insensée du Parti, c'est-à-dire de ses dirigeants.

Il fallut convoquer d'urgence une sorte d'indéfinissable assemblée, ne répondant à aucune disposition statutaire, et composée du Comité central avec adjonction de délégations provinciales choisies par la direction.

Sans que le Parti soit informé d'aucune façon, sans qu'aucune discussion ait pu avoir lieu, sans qu'aucun mandat soit donné aux membres de la Conférence, la réunion se tint et l'intervention du délégué de l'Exécutif se produisit, dans la consternation des uns et la stupéfaction des autres.

Stupéfaction des militants de la province, qui croyaient, sur la foi d'affirmations mensongères des dirigeants du Parti, que ceux-ci avaient la confiance de l'Exécutif, et auxquels le délégué de Moscou apprenait brutalement qu'il n'en était rien.

Entendant, de la bouche de l'envoyé de l'Exécutif, des paroles correspondant absolument aux critiques de l'opposition révolutionnaire, les camarades provinciaux s'enhardirent jusqu'à exprimer une petite partie de leur pensée sur les méthodes, le régime, la politique en vigueur dans le Parti. Tout cela n'était pas précisément élogieux pour les piètres bolchévisateurs, qui se rejelèrent mutuellement les responsabilités les uns sur les autres. Le front unique des coupables se fit, cependant... contre l'opposition révolutionnaire, qui a eu le tort de voir clair, avec un an d'avance: c'est plus facile que de combattre efficacement la bourgeoisie.

Il fut décidé d'adresser un manifeste aux membres du Parti, pour annoncer le changement de politique tout en le masquant sous une abondance de filandreuses explications, et de procéder à des remaniements... d'appareil. Ce ne sont pas ces inopérantes mesures que le Parti attendait, et elles ne sauraient être qu'un préambule.

Malheureusement, l'Exécutif élargi ayant été renvoyé en février, le véritable « cours nouveau » réclamé par tout ce qui pense dans le Parti, et déjà virtuellement décidé à Moscou, ne sera pas de sitôt réalisé. Et d'ici à ce qu'il le soit, les bolchévisateurs auront encore le temps de discréditer davantage le communisme, de causer à notre mouvement des pertes et des dommages difficilement réparables.

Ce n'est pas en nommant cinq directeurs à l'Humanité, c'est-à-dire quatre de trop, qu'on rendra de l'autorité à ce journal, digne reflet de l'indigence intellectuelle et morale de la bureaucratie qui prétend représenter le Parti. Ce n'est pas en annonçant les mots « front unique » qu'on rendra au Parti l'influence qu'il a perdue au cours d'une année de politique absurde, sectaire, émeutière sans émeute. Ce n'est pas en diffamant l'opposi-

tion au moyen d'affirmations d'une fausseté grossière, d'impudentes calomnies, qu'on ôtera à celle-ci le mérite d'avoir sauvé l'honneur du communisme français et le droit d'être la représentation véritable de celui-ci.

L'Exécutif ne peut plus s'arrêter dans son opération de nettoyage et de redressement. Les destructeurs du Parti français, après tant de turpitudes, tant de lâchetés, sont prêts à toutes les palinodies pour sauvegarder leurs intérêts de coterie. Ceux qui ont à cœur l'intérêt du Parti, de la classe ouvrière, ne seront pas dupes de volte-faces supplémentaires qui ne servent qu'à discréditer davantage les politiciens de la « bolchévisation ».

Le « cours nouveau » exigé par l'opposition et attendu de ce qui reste — hélas, peu de chose — du Parti est une urgente nécessité. Plus tôt l'Exécutif l'imposera, plus tôt commencera l'ère de rénovation du Parti. Et si l'Exécutif ne se hâtait, maintenant qu'il est informé du réel état des choses en France, alors que son délégué a pu constater l'état désastreux (1) où la « bolchévisation » a mis le communisme français, il se rendrait complice et se discréditerait à son tour.

Souhaitons qu'il le comprenne avant qu'il soit trop tard.

Pour la réintégration des Exclus

(Résolution votée par les cellules 5, 56 et 75 de la Région de Basse-Seine)

Considérant la crise grave que traverse le Parti: crise idéologique, crise d'influence, crise d'effectifs,

Attribue cette crise aux erreurs graves commises par la Direction:

a) Dans l'appréciation de la conjoncture économique de la bourgeoisie et du rapport des forces en présence;

b) Dans les mots d'ordre, lesquels ne correspondent jamais à la situation;

c) Dans l'organisation du Parti.

Déclare:

Un changement total s'impose dans la ligne politique de notre Parti, pour en faire un parti véritablement communiste, capable d'entraîner les masses à la Révolution.

L'exclusion de Souvarine, Monatte, Rosmer, Delagarde, etc., a été une erreur formidable qui a nuí considérablement au développement du Parti et à son prestige.

Ces camarades ont la sympathie de tous les travailleurs sérieux, qui connaissent leur passé révolutionnaire et leur ont gardé toute leur confiance.

Leur réintégration s'impose d'urgence; elle facilitera le redressement de la situation.

L'organisation du Parti français sur la base exclusive des cellules a été une erreur.

La création des sections locales prévue primitivement par les statuts de l'Internationale parait indispensable pour permettre au Parti de remplir ses tâches.

(1) En effet, pour la première fois depuis la « bolchévisation », des vérités ont été dites au délégué de l'Exécutif sur les résultats catastrophiques du néo-léninisme, vérités qui ont montré que le Bulletin Communiste se tenait bien en deçà de la réalité, dans sa description de celle-ci.

Opinions et arguments de nos lecteurs

Une des principales caractéristiques du Parti dans les dernières années, c'est le peu de stabilité de ses adhésions. Les nouveaux adhérents passent trois ou six mois dans le Parti, puis disparaissent. Les effectifs communistes sont en renouvellement constant, et leur noyau stable se trouve de plus en plus réduit. La bolchévisation a encore diminué celui-ci, par le travail de sélection à rebours qu'elle a accompli. Il reste dans le Parti d'aujourd'hui un nombre infime de camarades connaissant le passé du Parti, ses traditions, ses luttes, son expérience, l'histoire de notre mouvement et de nos doctrines. C'est ce qui explique pour une bonne part qu'une coterie organisée, et peu difficile sur le choix des moyens, ait pu si facilement exciter et fanatiser, contre les constructeurs du Parti, les nouveaux venus de 1924-1925.

Parmi ceux-ci, se trouvera-t-il, ne serait-ce qu'une poignée de véritables aspirants au communisme, capables de discerner, selon la formule connue, sous la paille des mots, le grain des choses ? Se trouvera-t-il une jeunesse à l'ardeur tenace que les conflits intérieurs et les crises répétées de notre Parti n'auront point rebutée, désireuse de chercher la vérité et de forger son opinion, sans se laisser accabler sous l'avalanche des clichés, des formules stéréotypées fabriquées en série par un appareil exclusivement soucieux de prolonger son existence condamnée ? La lettre ci-dessous permet de l'espérer :

Réapparition du Bulletin Communiste... Faut-il s'en réjouir, l'approuver, ou bien s'alarmer et même le condamner comme tant d'autres ?

Je ne cesse de me poser cette question qui me semble peu facile à résoudre, et de chercher à y répondre activement. Cela se complique du fait que je suis nouvellement dans le mouvement révolutionnaire. Cette situation présente un grand inconvénient constant, d'une part, à ne pas avoir l'éducation politique générale indispensable à chaque militant conscient ; d'autre part, à ne pas connaître la vie passée du Parti, à ne pas avoir suivi la tactique employée, observé son développement quotidien, l'enchaînement des événements politiques — connaissances nécessaires pour être à même de formuler un juste jugement sur les questions brûlantes. Néanmoins, celui qui cherche la vérité, qui veut savoir son Parti engagé dans la bonne voie, avancer sur terrain ferme — ne peut rester indifférent à ces questions. Or, pour être à même d'émettre un jugement de quelque valeur à ce sujet, il est indispensable de combler ses lacunes par la lecture (à condition, toutefois, que les documents consultés soient véridiques et impartiaux, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas). J'estime donc que chaque membre du Parti, se trouvant dans une situation analogue à la mienne quant à la maturité politique n'a pas le droit de prendre position dans cette question à la légère, soit pour la raison d'en finir plus vite, soit sous la poussée de la majorité. Il doit s'imposer un travail éducatif documentaire au risque de mettre plus de temps à former son opinion qui aura, par contre, le mérite d'être le produit d'une critique libre et fondée.

Je me contenterai donc d'exposer quelques idées, sans être ni pour, ni contre.

La première question qui s'est posée à l'esprit lors de la publication du Bulletin, était celle de la raison de cette publication. Or, le meilleur moyen de ne pas se tromper dans la formulation d'une réponse était de consulter l'organe. Arrivé au numéro 6, il m'apparaît que le Bulletin s'assigne les tâches suivantes :

1° Expliquer à la masse des militants les raisons de son état d'apathie par l'exposé de critiques approfondies sur la tactique passée et présente de la direction, par l'énonciation à haute voix des erreurs commises, enfin par des études sérieuses, s'inspirant des méthodes

marxistes, sur différentes grandes questions à l'ordre du jour ;

2° Aider les militants dans la recherche des moyens susceptibles de remédier à cet état de choses — dans le but de les secouer de leur léthargie et tenter de cette façon le redressement du Parti.

Répondre à la deuxième question, faisant suite à la première — le but poursuivi est-il ou sera-t-il atteint — équivaudrait à résoudre la question formant le sujet de cet article : or, je n'en suis pas encore là.

La troisième question est celle-ci : la façon de travailler est-elle bonne, contribue-t-elle à la réalisation des tâches imposées ? Je pense que la forme, devant généralement faciliter la réception de la pensée, la rend plus difficile en l'occurrence, en raison du ton acerbe, des critiques mordantes, parfois satiriques, qu'elle comporte.

Il est inutile de dire que ces reproches ne proviennent pas du fait que le tympan plus délicat de certains membres pourrait être blessé par l'apreté des critiques. Ce dont il s'agit, à mon avis, pour celui qui a quelque chose à dire et à donner aux autres, c'est de se faire écouter par un grand nombre de militants, de rayonner le plus loin possible, serait-ce au prix d'un effort sur soi-même consistant à exercer un contrôle sur son propre mode d'expression, et ce dans l'intérêt de la cause.

Si tu détiens la vérité, pourquoi ne pas la dire d'une façon claire, simple et noble qui ne fera que contribuer à sa diffusion ?

A.

La seule critique que trouve à nous adresser jusqu'à présent le militant studieux et sincère qui nous observe et veut nous juger sur pièces, c'est donc une expression trop « acerbe », « mordante », « satirique », voire pas assez « noble ». Nous pourrions nous borner à répondre que le contenu importe plus que la forme, que chacun s'exprime comme il peut, et que l'hypocrisie académique n'est pas une qualité révolutionnaire. Mais nous conseillons à notre correspondant de se reporter aux discussions des écoles socialistes russes ou françaises, aux polémiques entre bolchéviks et menchéviks, entre guesdistes et jaouressistes : il y trouvera une virulence auprès de laquelle l'irrévérence du Bulletin lui semblera bien terne. Et en y réfléchissant quelque peu, il comprendra combien a baissé le niveau de l'esprit révolutionnaire dans un Parti « prolétarien », où l'aménité est exigée de tout contradicteur, alors que les dirigeants officiels de ce Parti, où l'acuité, le mordant et la satire ne sont pas de mise, se permettent les pires violences dans le mensonge, la calomnie et la malhonnêteté, s'abandonnent aux grossièretés les plus viles et se complaisent dans l'infamie.

Ce qui ne prouve nullement que notre camarade ait tort de nous conseiller la modération dans la forme. Comme représentant de sa génération, il sait mieux que nous ce qui est accessible à celle-ci. Mais encore une fois, cette génération s'abuse étrangement si elle se croit révolutionnaire, alors qu'elle a peur des mots cinglants et des expressions un peu fortes...

**

Une camarade de Paris, tout en attirant notre attention sur un inconvénient, encore peu commenté, de la politique qui a accompagné la transformation du Parti en cellules, nous adresse ses encouragements pour l'œuvre du Bulletin.

Le fait que la cellule est un organisme à demi clandestin — ainsi d'ailleurs que la politique générale du Centre — ont déterminé chez les jeunes adhérents du

Parti un état d'esprit inquiet, surchauffé, prêt à la bataille, qui correspond bien aux idées « putschistes » de la clique dirigeante. Si l'on revient aux sections et à une politique plus sage, il faudra compter encore avec cet état d'esprit. Il est vrai que cette atmosphère de drame est compensée par la sainte frousse qu'ont la plupart des dirigeants du Parti de n'importe quelle répression.

En un mot, je crois que la conception d'un véritable Parti communiste n'existe pas chez les adhérents du présent Parti, ou, tout au moins, que cette conception est faussée. Il sera nécessaire de refaire un jour un manifeste du Parti. La conception des léninistes de 1924 est loin de celle de Marx et Engels.

Il est bien que le B. C. commence à publier les articles des membres de l'Opposition. Quand les premiers numéros du Bulletin ont paru, je me rappelle la sensation d'anxiété que j'ai eue, en n'y voyant que le nom de Souvarine. Mais je savais, dès alors, que le Bulletin n'était pas l'organe d'un homme, mais l'organe nécessaire de l'Opposition. Vous avez devancé ceux qui attendaient une heure favorable et vous avez bien fait. Il est tout à fait temps d'agir, maintenant. Le Bulletin est très bien en tout. C'est la véritable voix du communisme que nous réentendons, enfin !

A nos abonnés A nos lecteurs

Le Bulletin Communiste ne paraît que depuis deux mois, et l'importance qu'il a prise déjà pour le Parti, pour le mouvement ouvrier révolutionnaire français, pour l'Internationale tout entière, n'est pas contestable.

Dans la crise qui ravage le communisme français, c'est vers l'opposition dont le Bulletin traduit les aspirations que se tournent tous ceux qui résistent au découragement et veulent — quand même ! — maintenir le communisme.

Les collaborations qui nous viennent de tous côtés, des diverses régions de la France comme des divers pays d'Europe, attestent de la valeur reconnue à notre effort collectif de regroupement. A son huitième numéro déjà, le Bulletin est considéré comme l'organe authentique du communisme français.

Il reste beaucoup à dire, beaucoup à faire. Notre travail ne fait que commencer, et l'étendue du désastre causé par la parodie de « bolchévisation », dont nous n'avions pas nous-même apprécié toute la gravité il y a deux mois, nous promet de dures journées. Nous avons réellement un parti à refaire, comme l'ont écrit ici nos camarades lyonnais sans rien exagérer.

Mais nous devons maintenant songer à assurer la base matérielle de notre organe, devenue tout à fait précaire. Parlons net : nous sommes allés trop vite en entreprenant la parution hebdomadaire du Bulletin. Nous aurions dû le commencer comme bi-mensuel, quitte à le transformer en hebdomadaire après le rassemblement du noyau essentiel d'abonnés. Nous avons dépensé trop vite nos faibles ressources initiales. Nous voici en difficulté.

Faut-il faire un pas en arrière et ménager nos moyens en espaçant la parution, pour reparaitre chaque semaine aussitôt que possible ? Cela vaudrait mieux que de compromettre l'existence du Bulletin en continuant sur le

pied d'aujourd'hui. Mais avant de nous y résoudre, nous adressons un pressant appel à nos amis :

Nous ouvrons UNE SOUSCRIPTION de soutien du Bulletin Communiste ;

Nous attendons de nos abonnés de 3 et de 6 mois qu'ils complètent leur abonnement pour l'année.

Si notre appel est entendu, l'hebdomadaire continue. S'il ne l'est pas suffisamment, il faudra devenir — au moins temporairement — bi-mensuel.

Que la confiance de nos camarades se traduise dans les faits, et sans plus tarder, pour maintenir l'impulsion du Bulletin Communiste.

SANS COMMENTAIRES

COMPTE RENDU OFFICIEL

Semard examine la situation politique internationale.

« Tous les faits, dit-il, confirment la thèse adoptée par le V^e Congrès et le dernier C. E. élargi de l'I. C., à savoir que la période démocratique-pacifiste EST TERMINÉE. »

(Humanité, 19 octobre.)

RÉSOLUTION DU V^e CONGRÈS

« Ce qui frappe surtout, lorsqu'on considère l'état politique actuel, c'est LE DEBUT d'une phase démocratique-pacifiste. »

(Résolution sur la tactique, Recueil des résolutions, c. 10.)

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

Prière d'adresser :

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 123, rue Montmartre, Paris.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.